
Jean-Jacques Yvorel

Catherine Duprat, *Usage et pratiques de la philanthropie. Pauvreté, action sociale et lien social, à Paris, au cours du premier XIXe siècle*, Paris, Comité d'histoire de la sécurité sociale, volume 1, 1996, volume 2, 1997, 1393 p.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Jean-Jacques Yvorel, « Catherine Duprat, *Usage et pratiques de la philanthropie. Pauvreté, action sociale et lien social, à Paris, au cours du premier XIXe siècle*, Paris, Comité d'histoire de la sécurité sociale, volume 1, 1996, volume 2, 1997, 1393 p. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 19 | 1999, mis en ligne le 26 août 2008, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index168.html>

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index168.html>

Document généré automatiquement le 03 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Jean-Jacques Yvorel

Catherine Duprat, *Usage et pratiques de la philanthropie. Pauvreté, action sociale et lien social, à Paris, au cours du premier XIXe siècle*, Paris, Comité d'histoire de la sécurité sociale, volume 1, 1996, volume 2, 1997, 1393 p.

Pagination de l'édition papier : p. 138-143

1 Avec ces deux volumes, publiés sous l'égide du Comité d'histoire de la sécurité sociale, nous disposons désormais de l'intégralité de la thèse de Catherine Duprat. Dans ces 1278 pages de textes auxquelles il convient d'ajouter 115 pages de bibliographie et d'annexes, Catherine Duprat ne se départit pas des principes méthodologiques mis en œuvre dans *Pour l'amour de l'humanité* : elle ne s'arrête pas à l'analyse des seuls discours d'intention mais s'attache principalement à l'effectivité des actions. Elle ne cherche pas à mettre au jour un projet rationnel de *Gouvernement de la misère* ou une aliénante et totalitaire *Police des familles*, elle cherche, dans les archives plus que dans les sources livresques, qui sont les philanthropes, quelles œuvres ils animent, quelles actions ils conduisent, quelles ampleurs et quels effets ont lesdites actions. La " philanthropie " est analysée par touches successives, sans tenir compte des définitions *a posteriori* et des lectures rétrospectives — souvent simplificatrices — que cet objet historique complexe et multiforme a suscité.

Dans une première partie, l'auteur traite du champ des secours publics. Catherine Duprat commence par critiquer les statistiques utilisées par les administrateurs de la charité publique et établit quelques indicateurs permettant de saisir l'écart entre " Misère réelle et misère légale " (chapitre 1). En effet l'inscription sur les registres d'assistances qui définit l'indigence légale, ne rend que très partiellement compte de l'état de la misère parisienne. Reste que ces statistiques hospitalières inspirent les politiques publiques d'assistance.

Elle se penche ensuite sur l'organisation administrative de la charité parisienne. Outre une description des structures et des organes directeurs, Catherine Duprat nous livre un portrait sociologique des responsables bénévoles (d'où le titre du chapitre " une administration paternelle et gratuite ") de la gestion des secours dans la capitale. L'analyse des moyens budgétaires disponibles pour secourir les plus démunis met à jour l'un des paradoxes des monarchies constitutionnelles du premier XIXe siècle : la persistance d'un discours officiel sur les mérites du patronage et de l'assistance à domicile et un malthusianisme financier qui réduit continuellement les effets de la politique mise en avant.

Le cadre administratif central posé, Catherine Duprat entreprend, à travers le cas du VIIIe arrondissement (Faubourg Saint-Antoine) l'étude du fonctionnement " à la base " de la charité publique (" L'honorable mission de patron des pauvres ". Pratiques charitables des bureaux de la restauration.) Après une présentation des caractéristiques économiques et sociales de l'arrondissement, les acteurs de l'assistance et les pratiques qu'ils promeuvent et mettent en place sont exposés dans le détail. Le zèle religieux des administrateurs ne fait guère de doute ; il se manifeste notamment dans leur préférence marquée pour les frères des écoles chrétiennes et leur méfiance pour l'enseignement mutuel. Si l'idéologie des " patrons des pauvres " du VIIIe les transforme parfois en censeurs, si la volonté de moralisation et de contrôle social n'est pas absente de leur action, ils sont aussi les avocats sincères des pauvres : ils dénoncent vigoureusement " les carences budgétaires, le retard des équipements ou le malthusianisme croissant des admissions " (p. 212).

Les difficultés économiques de la fin des années 1820 déstabilisent le dispositif parisien et accentuent le conflit entre le Conseil des hospices et les administrateurs des bureaux d'arrondissements. C'est cette crise qui fait l'objet du chapitre sur " les secours publics en échec (1827-1830) ". La révolution de 1830 ayant " levé bien des censures ", la polémique s'étale au grand jour en novembre 1830. Outre les conflits de personnes, les mandataires des bureaux reprochent aux administrateurs du Conseil de privilégier l'hospitalisme, qui avilit le pauvre, et de délaisser les secours à domicile et le patronage, qui l'élèvent moralement. S'appuyant sur l'exemple britannique de la *poor law*, le préfet (qui préside le Conseil) critique " les abus possibles d'une assistance doublement pernicieuse à la morale du pauvre et aux finances publiques ". L'aide domiciliaire cesse d'être " la branche la plus importante et la plus intéressante des secours publics " ainsi que le proclamait l'instruction d'août 1816. Reste que la misère étant là, des palliatifs extraordinaires sont mis en place, le budget augmenté provisoirement et les catégories bénéficiaires d'aides publiques élargies jusqu'à inclure la population ouvrière.

Cette crise invite la Monarchie de Juillet à mettre en place des " Gestions nouvelles. " qui sont élaborées entre 1831 et 1841. Il s'agit de " peu donner, mais bien donner ". En fait la plupart des acteurs de l'assistance se rallient à la politique de rigueur gestionnaire et font leur les nouveaux enjeux des secours où les objectifs de moralisation et de contrôle social sont mis en avant. Parallèlement les liens entre bienfaisance privée et bienfaisance publique sont multipliés.

La seconde partie, divisée en trois chapitres, est consacrée à la bienfaisance privée. Catherine Duprat commence cette exploration des œuvres par " La Société philanthropique de Paris " (chapitre 1), déjà étudiée dans *Pour l'amour de l'humanité*. Après une analyse des moyens et de la croissance de la Société, les deux champs d'intervention de la plus ancienne des organisations philanthropiques parisiennes sont abordés : l'aide alimentaire (les soupes à un sou) et l'assistance et la prévention médicale. L'augmentation de l'activité et le renforcement de la collaboration avec les pouvoirs publics caractérise l'action nutritionnelle. La prévention médicale s'appuie sur un réseau de dispensaires et sur un ensemble de sociétés de prévoyance. Elle s'adresse plus aux ouvriers, domestiques, boutiquiers, petits rentiers qu'aux indigents proprement dits. Là encore il y a une véritable complémentarité entre la Société philanthropique et l'hôpital public. Qu'il s'agisse d'assistance alimentaire ou d'aide médicale la Société s'efforce de respecter la personne secourue et limite l'intrusion inquisitoire dans son existence. La Société philanthropique reste en 1840 la première œuvre parisienne. Elle a su garder une certaine neutralité politique et confessionnelle... et obtenir en 1840 une subvention permanente de 15 000 francs.

L'activité philanthropique des " Catholiques et congréganistes " (chapitre 2) est le second volet de ce triptyque. Les œuvres catholiques de la Restauration défendent un projet tout autant politique (légitimiste) et religieux que social. Une association comme la *Société catholique des bons livres*, animé par l'abbé Perreau et par Augustin Cauchy est caractéristique de l'esprit du temps : " On a voulu que le peuple sût lire et il a lu le Voltaire des chaumières " (p. 416). Rien d'étonnant si les hommes de la Congrégation jouent les premiers rôles dans les fondations de l'époque. Qu'il s'agisse de l'*infirmerie Marie-Thérèse* de madame de Chateaubriand ou de la *Société des bonnes œuvres* fondée par le chef de file de la Congrégation l'abbé Legris-Duval. Les visées de restauration du passé sont perceptibles dans le choix de la population, cible de l'action caritative (les vieux prêtres et les femmes de qualité ruinées par la Révolution pour l'*infirmerie*, les malades, les prisonniers et les petits savoyards dans *les bonnes œuvres*). La charité catholique délaisse les classes nouvelles engendrées par la société urbaine et industrielle. De plus, elle place parfois au second plan la matérialité des secours et concentre ses efforts sur l'instruction religieuse et la catéchèse ce qui lui fait perdre " ses " pauvres qui désertent les offices quand l'on n'y distribue plus de pain... Après 1830 la chute des ressources, l'hostilité du nouveau régime, accélèrent la transformation et le recentrage des œuvres catholiques qui à la fin des années 1830 retrouvent un dynamisme un temps mis à mal. Les œuvres libérales et protestantes sont abordées à travers le " lieu d'observation privilégié " (p. 489) que constitue la *Société de morale chrétienne*. La société de pensée chrétienne, " soucieuse de perfectionnement moral et spirituel " du début devient bien vite le

pendant libéral de la Congrégation voire l'une des premières tribunes des libéraux écartés du pouvoir par Villèle. Cet engagement n'épargne pas à la *Société de morale chrétienne* une crise que l'arrivée aux affaires de ses affiliés n'atténue pas. À partir de 1834, une orientation plus " sociale " ouvre une troisième et prospère période de son histoire.

Ces deux premières parties qui forment le premier volume de l'ouvrage, nous permettent donc d'appréhender le " travail " philanthropique là où il s'exerce.

Dans la troisième partie (Action sociale, lien social, contrôle social), Catherine Duprat analyse quelques types et objets d'intervention communs aux différentes institutions. Afin d'étudier la signification concrète, pour les hommes et femmes du XIXe siècle, de l'action philanthropique trois domaines sont abordés : l'action en direction des familles, le patronage et la prévoyance (secours mutuels et caisses d'épargne). Face au tenant de l'orthodoxie malthusienne et du " conseil de célibat " se développe un discours sur le bienfait et sur le pouvoir moralisateur de la famille pour le pauvre, pourvu que la dite famille soit fondée sur le mariage et *patronnée* par un notable ou une dame d'œuvre. Reste que cette " police des familles " est plus discursive que réelle : la philanthropie n'a pas les moyens de sa politique.

Le patronage est l'invention institutionnelle de la philanthropie du premier XIXe siècle (la seule si on excepte la colonie agricole pour mineurs). Le premier modèle de patronage, dont *Le Visiteur du pauvre* de Gérando peut être considéré comme le manifeste doctrinal, est tourné vers la famille épaulée *in situ*. Il évolue vers une institution d'assistance à l'enfance où l'action du bienfaiteur consiste de plus en plus à soustraire l'enfant à sa famille naturelle considérée comme nocive ou pour le moins incapable. Les odes à la famille se doublent d'une méfiance toujours plus aiguë envers la famille populaire et d'un développement de l'internement de sa progéniture. " L'invention " de l'enfance errante et délinquante aux alentours de 1840 renforce cette tendance.

Le chapitre consacré à " prévoyance et mutualisme " fait le point sur le développement des mutuelles parisiennes et du soutien qu'elles reçoivent des notables " amis de l'humanité ", notamment de la Société philanthropique qui, sous la Monarchie de Juillet, s'érige en protecteur de ces associations ouvrières. Quant aux caisses d'épargnes, (chapitre 4), Catherine Duprat étudie minutieusement leur mise en place mais aussi les critiques qu'elles suscitent chez les ouvriers, essentiellement les rédacteurs de *L'Atelier*, comme chez certains philanthropes qui préfèrent à l'épargne individuelle la prévoyance mutuelle plus moralisatrice. Le succès des caisses d'épargne annonce " le triomphe, lourd de conséquences, de la prévoyance/vertu sociale sur la prévoyance/action sociale " (p. 890).

Dans la quatrième et dernière partie (Rôle social, identités sociales, stratégies sociales), Catherine Duprat s'intéresse au philanthrope proprement dit, à " l'homme philanthrope " à ses *habitus*, à ses réseaux, à sa sociabilité. L'auteur commence par dresser les portraits de quelques héros de la philanthropie ou de la charité (chapitre 1 : L'homme philanthrope. Héros et symboles) Aux héros populaires — sur lesquels semble planer l'ombre tutélaire de Monsieur Vincent — que sont Montyon, M. Champion (l'homme au petit manteau bleu) et sœur Rosalie, succèdent Franklin et Le Peletier, archétypes du philanthrope des Lumières. Quant à Montmorency, le légitimiste, La Rochefoucauld-Liancourt, le libéral et Grégoire, le républicain, ils symbolisent trois visages de la philanthropie mais sont aussi constitués en figures emblématiques de leur parti.

Être philanthrope ou charitable c'est tenir un rôle social qui s'enseigne par le discours et par l'exemple. Cet " enseignement du rôle " est l'objet de ce second chapitre qui commence par l'analyse du " manifeste central du rôle charitable/philanthropique " : *Le Visiteur de pauvre* de Gérando. Ensuite l'opposition entre la charité toujours missionnaire et la philanthropie plus tournée vers l'action sociale est à la fois mise à jour et relativisée. " L'exemplarité des dons et gestes " et surtout celle de " la visite au domicile du pauvre " achèvent cette description des modèles. L'apprentissage et la diffusion du rôle, la transmission du modèle passent par des " sociétés de jeunesse " où les enfants et les jeunes gens peuvent s'exercer à la bienfaisance. L'extension de la bienfaisance passe par l'encouragement à la vertu et à la charité chez les pauvres eux-mêmes, d'où les prix de vertu dont le modèle le plus célèbre est le prix Montyon. Enfin les sociétés de bienfaisance participent à l'apologie " médiatique " de

la charité/philanthropie, utilisant l'image du Roi premier philanthrope du pays : de légende en leçon, d'exercices pédagogiques en discours académiques le rôle philanthropique est présenté comme un " rôle social universel ".

Dans les deux gros chapitres suivants (Itinéraire, cercles et réseaux et Structures associatives, accord social, liens sociaux), Catherine Duprat affine sa sociologie du philanthrope. Il ressort de ses investigations que " théoriciens ou praticiens, collaborateurs des secours publics ou des œuvres libres, les grands militants sont assez peu nombreux " (p. 1086). Leurs positions s'avèrent plus complexes (pour ne pas dire contradictoires) qu'elles n'apparaissent au premier regard (un libéral comme Gérando se fait apologiste de l'action sociale). Il en résulte notamment que philanthropes et " charitables ", au-delà de leurs affrontements discursifs, collaborent parfois dans des œuvres communes comme la Société philanthropique ou la Société pour l'instruction élémentaire. Bref la philanthropie comme " rôle social universel ", pratiquée par le maître et le domestique, le fabricant et l'ouvrier, l'enfant et l'homme mûr reste une utopie et, " en 1840, les militants de l'avenir immédiat sont les dévots et les dames patronnesses, des figures charitables somme toutes traditionnelles... " (p. 1088). La sociabilité des philanthropes passe par des structures associatives dont Catherine Duprat nous décrit le régime légal et le fonctionnement. Bien sûr l'association philanthropique tend à exercer sur la société une influence — sous la Monarchie de Juillet elle associe même de fait à ses buts humanitaires des objectifs plus politiques —, mais elle fonctionne aussi comme lieu d'expression et de sociabilité.

Dans l'ultime chapitre (Science sociale et question sociale, cibles et stratégie), l'auteur commence par exposer l'activité investigatrice de la philanthropie : enquête sur les prisons, sur les maladies des artisans, construction d'une science philanthropique qui s'efforce d'analyser les raisons du paupérisme et de la misère " en excluant *a priori* le problème de l'inégalité et de la concentration des fortunes, celui des rapports des entrepreneurs et des ouvriers, de la fixation du salaire... ", en un mot de l'organisation économique. L'immoralité du pauvre devient rapidement la cause principale de son indigence et " l'amélioration des mœurs populaires " le seul remède envisageable. Aussi, au tournant des années 1840, dans un contexte général de développement d'un malthusianisme ultra libéral, " sur le terrain des pratiques, œuvres philanthropiques et catholiques se rejoignent désormais dans leurs offensives moralisatrices " (p. 1241). On peut y voir une marque de déclin ? C'est par l'analyse de ce déclin que Catherine Duprat conclut cette impressionnante somme.

Catherine Duprat nous offre là une considérable enquête sur le champ de la philanthropie et de l'assistance. Elle refuse toute simplification et restitue la bienfaisance dans toute sa complexité. Ces — presque — 1400 pages sont une contribution fondamentale à l'histoire sociale du XIXe siècle.

Pour citer cet article

Référence électronique

Jean-Jacques Yvorel, « Catherine Duprat, *Usage et pratiques de la philanthropie. Pauvreté, action sociale et lien social*, à Paris, au cours du premier XIXe siècle, Paris, Comité d'histoire de la sécurité sociale, volume 1, 1996, volume 2, 1997, 1393 p. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 19 | 1999, mis en ligne le 26 août 2008, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index168.html>

Référence papier

Jean-Jacques Yvorel, « Catherine Duprat, *Usage et pratiques de la philanthropie. Pauvreté, action sociale et lien social*, à Paris, au cours du premier XIXe siècle, Paris, Comité d'histoire de la sécurité sociale, volume 1, 1996, volume 2, 1997, 1393 p. », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 19 | 1999, 138-143.

Droits d'auteur

Tous droits réservés
